Médiévales

Langues, Textes, Histoire

75 | automne 2018

Traductions du Moyen Âge

Traduire en français la souveraineté royale. Autour de documents latin-français du Trésor des Chartres sur le rattachement de Lyon au royaume

Translating royal sovereignty into French. Latin-French documents of the Trésor des Chartres on the attachment of Lyon to the kingdom

Alexis Charansonnet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/9034>

DOI : 10.4000/medievales.9034

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2018

Pagination : 27-48

ISBN : 978-2-84292-861-2

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Alexis Charansonnet, « Traduire en français la souveraineté royale. Autour de documents latin-français du Trésor des Chartres sur le rattachement de Lyon au royaume », *Médiévales* [En ligne], 75 | automne 2018, mis en ligne le 06 octobre 2019, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/9034> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.9034>

Tous droits réservés

Alexis Charansonnet

Traduire en français la souveraineté royale

Autour de documents latin-français du Trésor des Chartes sur le rattachement de Lyon au royaume

Il n'est pas très courant de disposer, pour le royaume capétien de la fin du ^{xiii}^e siècle, de documents de nature administrative – ou plutôt « grise », comme on le verra – en deux versions, l'une latine, l'autre dans sa traduction française. Que la production diplomatique d'origine royale émane de la chancellerie ou qu'elle soit le fait des officiers locaux, l'écriture en vulgaire est rare à cette époque, car le passage au français ne s'y est opéré que tardivement, après le règne de Philippe IV le Bel¹. Si ce dernier impulsa un fort mouvement de traductions, il s'est agi de textes de nature littéraire au sens large². Mais, concernant l'usage dans les écrits pragmatiques de la langue vernaculaire, française, par le milieu des officiers capétiens, c'est une tout autre histoire.

Le cas se présente pourtant avec deux documents d'un même dossier archivistique qui a fait partie du Trésor des Chartes, soit les pièces des Archives nationales de Paris J 269, n° 72 et n° 72 bis, la première déjà éditée, la seconde inédite³. Toutes deux concernent l'affaire du rattachement de la ville de Lyon au royaume, affaire alors dans ses prémices, puisqu'on peut, selon toute vraisemblance, circonscrire les deux documents chronologiquement au second semestre 1297. Il nous paraît évident que le texte français est une « traduction » du latin, moyennant évidemment une discussion nécessaire sur ce que peut recouvrir la notion de « traduction »

1. L'ouvrage fondamental est ici S. LUSIGNAN, *La Langue des rois au Moyen Âge. Le français en France et en Angleterre*, Paris, 2004.

2. Voir V. DUCHÉ éd., *Histoire des traductions en langue française (xv^e et xvi^e siècles)*, Lagrasse, 2015, chap. I : « Le legs du Moyen Âge », p. 114-115.

3. La première pièce a été (très bien) éditée par F. KERN, *Acta imperii Angliae et Franciae ab a. 1267 ad a. 1313. Dokumente vornehmlich zur Geschichte der auswärtigen Beziehungen Deutschlands in ausländischen Archiven gesammelt...*, Tübingen, 1911, document n° 274, p. 201-206.

pour cette époque. Ensuite se pose la question des écarts significatifs entre les deux textes et du sens à donner – autant que possible – à ces différences.

Pour en juger, il nous a paru commode non de faire figurer nos « preuves » en annexe de cet article mais de les placer en son cœur et à son début, et cela en les présentant en deux colonnes parallèles qui permettront d'identifier facilement les passages traduits – en italiques dans le texte latin – mais aussi les infidélités du français au latin. Voici ce montage éditorial :

Mémoire sur les droits du roi à Lyon⁴

Tableau des correspondances entre texte latin (Paris, AN, J 269, 72)
et texte français (Paris, AN, J 269, 72bis)⁵

Note de l'éditeur : Dans la colonne gauche, texte latin : les numéros entre crochets droits sont ceux des paragraphes, numérotés par l'éditeur ; colonne droite, texte français : les numéros entre crochets droits sont ceux des lignes du texte, les paragraphes étant signalés comme tels en gras par l'éditeur (§). Dans la transcription française, nous avons introduit une ponctuation minimale et les signes diacritiques nécessaires, notamment en matière d'accent, appliqué aux substantifs féminins en -é, aux participes passés masculins en -é ou à l'adverbe « après », qui vient de *ad + pressum* en latin⁶.

Date et description du document n° 72 : avant le 28 août 1297⁷ ; deux peaux de parchemin cousues : l. 195 à 200 mm x h. 720 mm (première peau) + l. 195 à 200 mm x h. 300 mm (seconde peau).

Date et description du document n° 72 bis : après août 1297 ; deux peaux de parchemin cousues : l. 190 mm *ca.* x h. 250 mm *circa*.

4. Mon titre abrège celui que Fritz Kern donne au document latin n° 72 : « Mémoire du gouvernement français sur les droits du roi à Lyon, adressé au pape [Boniface VIII] dans le but d'obtenir la levée de l'interdit à Lyon et de rendre possible un accord de réconciliation des parties. » Je veux ici remercier chaleureusement mes deux collègues Laurence Moulinier-Brogi et Marylène Possamai-Perez, professeures à l'Université Lumière Lyon 2, pour leur aide dans la transcription du document de l'ancien français, leurs remarques sur la langue de ce texte et leurs suggestions bibliographiques.

5. En réalité, le dossier archivistique des AN de Paris comprend un troisième document, J 269, n° 72 ter ; il s'agit du rapport, de date inconnue, rédigé par un clerc du roi, un certain Clément, constitué de témoignages sur les bienfaits pour Lyon de la souveraineté française, que ce clerc a recueillis et rassemblés à Lyon même ; son identité figure au tout début du texte (« [...] ideo cives lugdunenses ad informandum discretum et venerabilem virum dominum Clementem clericum domini nostri regis Francie factum dicte civitatis breviter explicabunt, ut dictus magister Clemens dictum factum et statum civitatis possit secretis sui cordis commendare et, cum locus auferit, coram illis quibus discretioni sue videbitur vive vocis oraculo explicare »). Ce troisième document est inédit (uniquement cité par F. Kern dans la présentation de son édition du latin) ; il consiste en deux peaux de parchemin cousues : l. 195 à 200 mm x h. 430 mm (première peau) + l. 195 à 200 mm x h. 410 mm (seconde peau). Sa transcription nous a convaincu qu'il ne présentait pas d'intérêt supplémentaire pour le développement du présent propos ; par contre, il offre d'autres exemples très savoureux des inventions des propagandistes du roi en faveur du rattachement de Lyon à la France, qu'il appelle « le fait et l'état de ladite cité » ; à ce titre, il mériterait une édition. Le même F. Kern signale que tous ces documents sont employés dans le manuscrit de Paris, BnF, nal 7387, f. 183 ; un manuscrit que je n'ai pas vu.

6. Voir à ce sujet ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES, *Conseils pour l'édition des textes médiévaux*, 3 vol., Paris, 2001-2002, fascicule 1, « Conseils généraux », p. 158.

7. Voir l'édition de F. KERN, *Acta imperii Angliae et Franciae...*, n° 274, p. 201-206.

<Préambule> Iste sunt rationes, per quas ostendi posset, si opus esset, superioritatem et resortum civitatis Lugdunensis pertinere et pertinuisse ad illustrem regem Francie et ad suos predecessores ipsosque esse et fuisse in possessione vel quasi resorti et superioritatis in civitate predicta, non in figura iudicii proposita vel narrate, sed solum ad illum finem, ut per amicos communiter electos de ipsis sciatur veritas et scita veritate negotium terminetur per ipsos, dum tamen, et non aliter, medio tempore relaxetur interdictum positum in civitate Lugdunensi.

[1] In primis invenitur in scripturis antiquis fidem facientibus *quod olim ad reges Francie pertinebat electio archiepiscoporum Lugdunensium et quod ipsi reges Francie diversis temporibus multos ibi posuerunt archiepiscopos, inter quos beatus Nichesius, nepos cuiusdam archiepiscopi Lugdunensis, fuit ibi positus archiepiscopus et electus per quendam regem Francie. Ex quibus apparet quod rex Francie ipsius ecclesie est verus patronus et quod ipsa civitas Lugdunensis est in et de regno Francie. Nam nisi ita esset, reges Francie non ita essent. Sequitur etiam de iure communi quod ex quo aliquid immobile temporale est infra fines regni vel de regno Francie, quod superioritas et resortum de iure communi ad regem Francie pertinet et pertinere debet et in hoc consistit pars superioritatis iuris regii.*

[2] Item ad declarandum, fortificandum et confortandum predicta invenitur in scripturis fidem facientibus *quod olim sede Lugdunensi vacante reges Francie, qui erant pro tempore, in omnibus temporalibus ipsius archiepiscopatus habebant regalias quamdiu vacabat, et sine aliqua restitutione faciebant fructus suos, sicut adhuc facit rex in multis partibus regni sui. Ex quibus liquet quod Lugdunum est in et de regno suo, quia reges Francie nunquam habuerunt nec habere consueverunt regalias extra fines regni sui, nec proprie diceretur regalia, nisi ad regem pertineret infra fines regni sui.*

[1] § Li rois de France maintient que toute la cités de Lyons est dedens sen royaume et de sen resort.

[...]

[82] li quel en liu et en rans seront proposé devant les amis commis, s'il plaist

[83] a notre pere le pape en dedens relaxé l'entredit mis à Lyons.

[2] pour les raisons qui s'ensuient et pour moult d'autres en liu et en tans a dire et a faire savoir.

[3] § Premierement, on trueve que li roy de France soloient faire archevesque a Lyons et fissent saint

[4] Nichese et plusieurs autres, laquele chose il n'eussent pas fait se Lyons ne fust de leur royaume

[5] et s'il n'en fussent patron et fondeur, par quoi il apert que Lyons est du royaume de France.

[6] Après, on trueve que iadis li roy de France i soloient avoir le regale quant il n'i avoit

[7] puint d'archevesque et faisoient tous les fruis leur, dont apert-il que Lyons est du royaume

[8] de France, car li rois n'eut onques regale hors de sen royaume.

[3] *Item invenitur quod reges Francie solebant et consueverant habere regaliā in episcopatu Eduensi dum vacabat, et sede Eduensi vacante faciebant iure regalie fructus suos. Accidit quod quidam rex Francie, considerans paupertatem et inopiam ipsius episcopatus et archiepiscopatus, que eis obveniant tam propter guerram quam propter alia infortunia, volensque utrique ipsorum providere et gratiam facere specialem, concessit, ordinavit et decrevit quod vacante archiepiscopatu Lugdunensi episcopus Eduensis haberet ibi regaliā et faceret fructus suos et econtra sede Eduensi vacante archiepiscopus Lugdunensis haberet ibi regaliā et faceret fructus suos, et quod uterque pro illa largitione sive concessione faceret regibus Francie fidelitatem et homagium, quotiens opus esset, in signum iuris antiqui quod fuerat ipsorum regum Francie. Nec voluit ipse rex, qui ipsam largitionem fecit, remittere utrique ecclesie regaliā quam in utraque ecclesia habebat, ne lapsu temporis periret memoria de hoc sed, ut dictum est, voluit ordinare ut perpetuum esset memoria iuris regalis antiqui.*

[4] *Item invenitur et verum est quod episcopi Eduenses, qui pro tempore fuerunt, post predictam donationem fecerunt homagium et fidelitatem regibus Francie pro dicta regalia Lugdunensi, quociens opus fuit, et potissime episcopus qui nunc est^a fecit istud, et de predictis extant multe littere. Si ergo episcopus Eduensis, cum recipit regaliā, pro temporali^b facit homagium et fidelitatem domino regi Francie ex debito et recognoscit regem Francie pro dicto temporali dominum suum et se ipsum vassallum et superiorem suum regem Francie, quomodo erit istud quod archiepiscopus Lugdunensis, quando tenebit illud idem temporale sui archiepiscopatus, non habebit nec recognoscet regem Francie superiorem in resorto ? Absurdum enim videretur quod eadem res tam diverso iure censeretur. Et ex isto errore sequeretur talis error quod quandoque Lugdunum esset de regno, scilicet quando episcopus Eduensis ibi haberet regaliā, et quandoque esset extra regnum, scilicet quando archiepiscopus ibi esset et sedes non vacaret, quod in intellectum hominis sani non caderet.*

a. Hugues d'Arcy.

b. Un mot à la suite a été biffé.

[9] § Après, on trueve que li roy avoient le regale a Ostun quant il n'i avoit puint de evesque et que

[10] uns rois precha pour aumone et pour le povreté des dites eglises, vaust et ordena

[11] que quant il n'aroit archevesque a Lyons li vesques d'Ostun i aroit le regale et quant il n'aroit

[12] evesque à Ostun que li archevesques de Lyon i aroit le regale. Et les tenroient du roy par

[13] fealté et par hommage.

[14] § Après, on trueve que li evesques d'Ostun qui ores est et tout si devanchier en ont fait hommage

[15] as roys qui ont esté, et en sont plusieurs letres et registres

[...]

[25] § Après, li vesques d'Ostun fait hommage et fealté del regale de Lyons quant il le tient. Comment

[26] donc seroit que li archevesques ne le feroit quant il l'avoit ?

[5] *Item invenitur quod archiepiscopi Lugdunenses qui pro tempore fuerunt tamquam subditi regibus Francie in temporalibus fecerunt fidelitatem regibus Francie de temporalis suo simpliciter sine aliqua specificatione vel declaratione per quemquam ipsorum facta, sequitur, ergo, quod de tota temporalitate ipsius archiepiscopatus. Et unde debet talis interpretatio fieri contra archiepiscopum, qui debuit exprimere et non expressit pro quibus rebus fidelitatem faciebat.*

[6] *Item invenitur in litteris et registris fidem facientibus quod in Lugdunensio fuit quidam comes qui totum comitatum suum in fidelitatem et homagium tenebat a domino rege Francie, qui de dicto comitatu suo tenebat totam iurisdictionem civitatis Lugdunensis ; quem comitatum ecclesia Lugdunensis per quandam permutationem factam cum dicto comite acquisivit, et sic reges Francie ante permutationem erant domini superiores totius civitatis Lugdunensis et per consequens de Lugduno. Item rex Francie illam permutationem salvo iure suo confirmavit, quia sine confirmatione non poterat fieri. Retinuit igitur ius quod ante scambium seu permutationem habebat in resorte et superioritate, et sic nec in permutatione nec in confirmatione fuit deductum ius regium, igitur domino regi Francie remansit salvum^c.*

[7] *Item invenitur quod quidam archiepiscopus Lugdunensis^d confirmatus in Curia romana veniens Lugdunum, antequam fecisset pro suo temporalis domino regi Francie homagium vel fidelitatem, posuit manum suam in temporalis Lugdunensi. Dominus rex hoc audiens fecit manum archiepiscopi amoveri et ibidem manum regis apponi. Videns hoc archiepiscopus ivit ad dominum regem, petens ab eo quod de temporalis Lugdunensi tolleretur manum suam. Responsum fuit sibi quod consuetudo generaliter erat in regno Francie quod nullus prelati, qui domino regi facere fidelitatem teneretur, poterat tangere vel administrare temporalia, quousque fidelitatem prestitisset, et quod dominus rex erat et sui predecessores fuerant in possessione vel quasi sic manutenendi regnum suum. Ex parte autem illius archiepiscopi fuit dictum quod predecessores sui semper*

[16] § Après, que li archevesque de Lyon qui ont esté tous jours simplement ont fait fealté as rois

[17] de leur temporel, dont s'ensuit il que che soit de tout, ne autrement ne fu onques declairié.

[27] § Après, on trueve qu'il eut un conte a Lyons qui tenoit toute la justice et le segnerie de

[28] Lyons et de Lyonnois du roi de France et en estoit en le foi et en hommage des rois de France,

[29] et l'église de Lyons avoit plusieurs castiaux en Forois et en Auvergne dedens le royaume

[30] et firent escange ensanle ; et le confirma li rois de France sauf sen droit, par quoi il

[31] apert que Lyons demoura de son resort et de sen royaume si comme il estoit devant.

[18] § Après, on trueve que uns archevesques sans faire fealté commencha administrer le temporel de Ly-

[19] –ons ; quant li rois seut, il osta la main l'archevesques et i mist la soie. Adonc li archevesques vint

[20] au roy et requit qu'il tenoit tout sen temporel del roy, mais si devanchier quant il venoi-

[21] –ent de leur confirmation avoient tous jours acoustumé de administrer le temporel et

[22] puis aller au roy et lui faisoient homage ou fealté. Et de che sont letres et

[23] adonc li rois rechut sa fealté ou son hommage sauf tous drois^e. Et fu enquis du dit debat par le roi

[24] de la volenté l'archevesques, mais nus débat n'estoit que li temporel de Lyons ne fust au roy.

c. D'après F. Kern (*Acta imperii Angliae et Franciae...*, p. 200), cet argument est emprunté par l'auteur au § 4 du document qu'il édite sous le numéro 271 (soit le mémoire d'un clerc du roi de Mâcon, Thomas de Pouilly, dont nous reparlons plus loin).

d. Pierre de Tarentaise.

e. sauf tous drois] *add. marg. sup.*

confirmatione optenta consueverant tangere et administrare temporalia, antequam fidelitatem prestarent ; verum erat tamen quod archiepiscopi pro suo temporali postea domino regi Francie tenebantur et consueverant facere fidelitatem pro suo temporali archiepiscopatus Lugdunensis. *Et sic non revocabat in dubium archiepiscopus quin ad fidelitatem domino regi Francie pro suo temporali teneretur*, sed solum utrum ante administrationem, vel post, fidelitatem facere teneretur. Quibus sic altercatis rex recepit ab ipso fidelitatem et mandavit inquiri de predictis : et non fuit ille articulus determinatus sed remansit in briga. Ex quibus claro clarius liquet quod archiepiscopi Lugdunenses tenentur pro suo temporali regi Francie ad fidelitatem. Igitur rex Francie est superior^f in resorto sue temporalitatis et de predictis sic dictis, sic factis, sic altercatis, sic recognitis extant littere ipsius archiepiscopi sigillate nec non registra.

[8] *Item invenitur in registro curie Romane, cuius transcriptum dicitur esse inter registra curie Francie, quod archiepiscopatus Lugdunensis est in regno Francie et inter archiepiscopatus regni Francie numeratur*^h.

[9] *Item invenitur quod quando clare memorie rex Ludovicus eundo Tunicium fuit Lugduni, mota questione super superioritate et resorto civitatis Lugdunensis inter archiepiscopum, decanum et capitulum Lugdunenses ex una parte et cives Lugdunenses ex altera coram ipso, auditis rationibus hincinde voluit inquirere et veritatem scire. Qua comperta more debito invenit quod legitime resortum ad eum pertinere et iussit baillivo Masticonensi et aliis suis iustitiariis quos suos cives Lugdunenses custodirent tanquam suos et tanquam cives parisienses, et si quis de ipsis vel aliquo ipsorum vellet conqueri, quod de ipsis facerent debitum iusticie complementum nec ipsos permetterent ab aliquibus indebite molestari scientibus archiepiscopo, decano et capitulo nec aliud inde facientibus.*

[75] § Après, on trueve el registre de Rome duquel li transcris^g est à Paris, que Lyons

[76] est du royaume de France et li premiers sieges d'archevesque qui sont el roiau-

[77] –me de France.

[32] § Après, on trueve que li sains roys Loys, quant il ala en Tunes, s'en enfourma presens les canonnes

[33] de Lyons et les bouriois de Lyons, et trova que Lyons estoit de sen royaume et de sen

[34] resort. Et commanda que ses gens mandassent les bouriois de Lyons comme siens, aussi

[35] bien que chaus de Paris.

f. À la suite le mot eius (?) gratté.

g. tanscris] A.

h. Emprunté là encore au § 1 du document 271 (= THOMAS DE POUILLY, éd. F. KERN, *Acta imperii Angliae et Franciae*..., p. 199).

[10] *Item invenitur quod mortuo clare memorie Ludovico Francie rege eiusque filio Philippo de Tuniciis revertente et secum corpus sui patris reportante ipsoque Lugduni existente, cives Lugdunenses tanquam domino suo in temporalibus superiori deposuerunt querimoniam, dicentes quod comes Sabaudie paraverat exercitus suos ad invadendum Lugdunum, ipsum rogantes ut ibi tanquam dominus superior ipsorum apponeret remedium, cum ipsi parati essent coram eo stare iuri contra omnes de ipsis conqueri volentes. Quod rex fecit. Nam per aliquos de militibus suis mandavit comiti predicto quod staret in pace et, si vellet conqueri de suis civibus Lugdunensibus, paratus erat de ipsis facere iustitie complementum. Quo audito comes stetit in pace. Et fuerunt hec facta et dicta scientibus et aquiescentibus archiepiscopo, decano et maiore parte capituli Lugdunensibus.*

[11] *Item invenitur quod gentes capituli Lugdunensis forefecerunt pluries gentibus domini regis Francie, dicentes tamen se nihil forefecisse et, si quid ab eis peteretur, parate erant coram suo superiore stare iuri et per eum, si opus esset, emendare ; ex adverso gentibus ipsius domini regis Francie dicentibus quod dominus rex Francie tamquam superior ipsorum de hoc habebat cognoscere, punire et per manum ipsorum erat iudicanda emenda. Quibus altercatis gentes capituli ipso capitulo sciente et consentiente multociens gagiaverunt emendas in manus gentium regis et dederunt fideiussores de solvendis emendis. De hoc sunt littere et vive voces.*

[12] *Item invenitur quod gentes domini regis Francie multociens pro forefacturis capituli ceperunt bona immobilia ipsius capituli et quod capitulum a gentibus regibusⁿ Francie petebat redditionem ipsorum bonorum vel recredientiam sibi fieri. Et fiebat capitulo per manum regis recredientia, datis ex parte capituli fideiussoribus et cautionibus de stando iuri et de solvenda emenda, si inveniretur. Et de hoc extant littere et vive voces.*

[36] § Après, on trueve que quantⁱ le roi Philippe^j, peres a chelui qui ore est, revint de Thunes, que li quens de

[37] Savoie avoit aparillié ses os pour venir sur Lyons. Li bourgeois le fisent savoir

[38] au roi comme a leur segneur souverain en requerrant qu'il i mesist conseil, car il estoient

[39] prest d'estre adroit par devant lui. Li rois le manda ensi au conte et qu'il se souffrist

[40] qu'il estoit pres de faire droit de ses bourgeois de Lyons. Et adonc li quens se soufri.

[41] § Après, on trueve que li capitres de Lions quant il a aucune fois^k meffait as gens le roy la- (???)^l

[42] -ades amende au roy comme a sen segneur souverain et temporel ; et a^m pris ses biens

[43] et le retreanche de ses biens par le main le roi comme par main de souverain, et obey

[44] as gens le roy de sen temporel comme a souverain par trop de foys, et en sont moult d'exploit

[45] de justice en liu et en tans a dire.

i. quant] *suscrit*.

j. Philippe III, « peres a chelui qui ore est », c'est-à-dire Philippe IV le Bel.

k. -cune fois] *add. marg. sup.*

l. grattage, illisible.

m. a] *add. marg. sup.*

n. *Sic* pour a gentibus regis Francie.

[13] *Item invenitur quod multociens sede Lugdunensi vacante gentes episcopi Eduensis venientes Lugdunum pro regalia Lugdunensi recipiebant impedimenta per decanum et capitulum Lugdunenses, quominus possent in pace levare regaliā et gaudere ipsa regalia, et aliquando erat inter eos briga, que res deberent venire in regaliā et que non. Propterque dirimenda et tollenda impedimenta gentes episcopi Eduensis trahebant ad regales, qui faciebant tolli dicta impedimenta et dirimebant questiones ipsorum, decano et capitulo scientibus et aquiescentibus.*

[14] *Item invenitur in scripturis fidem facientibus quod Wandali venerunt Lugdunum, volentes ipsam civitatem destruere vel saltem subiugare. Cives Lugdunenses significaverunt hoc domino regi Francie tamquam superiori, mandantes ei quod suam civitatem et suos cives veniret deffensurus. Quod et fecit, et Wandalos in bello devicit, et post victoriam remansit Lugduni per multa tempora tamquam dominus superior ipsius civitatis et in suo recessu ibidem suum dimisit vexillum^o, quod postea in signum superioritatis et victorie in omnibus factis armorum cives Lugdunenses portari fecerunt et sunt adhuc multi viventes qui dictum vexillum viderunt et dicunt se vidisse.*

[15] *Item si sequamur communi opinioni, que est quod Sagona dividit imperium a regno et regnum ab imperio, nulla dubitatio est nec esse potest quin illa pars civitatis Lugdunensis que est ultra Sagonam versus Parisius sit in et de regno Francie ; que quidem pars est capud et principale totius residui civitatis Lugdunensis, quia antiquior, prius fundata, prius edificata. Item in ipsa parte est ecclesia metropolitana, sedes archiepiscopalis, domus archiepiscopi, mansiones canonicorum, curia secularis, curia ecclesiastica, sedes officialis, carceres utriusque iurisdictionis. In illa parte consueverunt reddi iura tam in criminibus quam in causis civilibus, ex quibus apparet quod illa pars capud est et principale totius residui civitatis Lugdunensis. Et residuum igitur civitatis, videlicet illa particula que est inter Rodanum et Sagonam, debet sequi conditioni capitis tamquam membrum et tamquam accessorium principalis, esto quod non esset de regno vel infra regnum, cuius tamen*

[46] § Après, on trueve que par mout de fois li canonne de Lions ont mis debat et empeschement

[47] par quoi li evesques d'Ostun ne pooit goïr de la regale de Lions qu'il a de don de roi et

[48] li evesques traioit as gens le roy et l'en faisoient goïr et ostoient l'empeschement des

[49] dis canonnes tant comme souverain en le temporalité et obeissoient li canonne as gens

[50] le roi, et ch'est avienue puis lxx ans et par plusieurs fois, quant cas s'i est offers.

[51] § Après, on trueve que jadis li Wandle vinrent a Lions et le vaurent prendre ; et que chil de

[52] Lions manderent le roi de France comme leur seigneur naturel qu'il les secourust et deffen-

[53] -dist sa cité, et que li rois i vint et eut victoire contre les Wandles ; et en signe de che,

[54] il laissa sa benniere a Lyons et sont encore moult de gent vif qui le virent. Et toutes

[55] les fois que chil de Lyons ont eu puis a faire de fait d'armes, il ont fait porter chele

[56] banier tant comme ele dura, en signe que li rois estoit leur souverains sires el temporel.

[57] § Après, on dist comunement et tient on pour notoire que li Soone depart l'empire du [58] royaume ou elle est seule et li Rones ou il est seus. Et ensi n'aroit il puint de

[59] doute que li partie de Lions de la Soone par devers Paris ne soit des tenemens du royaume,

[60] laquele partie est kief del remanant, car chele partie est plus ancienne que l'autre.

[61] En chele partie est li grans eglise, li maizons l'archevesque, les maizons des canonnes,

[62] li liu ou on tient les plais, tant du temporel que del esprituel, les prisons a clers

[63] et a lays. On i juge de tous les cas de crime, et quant li kief est la, li membre de

[64] la cité, c'est a dire che qui est entre Soone et le Rone, doit estre de le nature du kief

[65] et ensi tout doit estre et est a verité dire du royaume dont i a li roi le resort.

o. Cf. ce que dit à propos de ce *vexillum* le document du clerc Clément, Paris, AN, J 269, n° 72 ter (cité *supra* n. 5) : « [...] quod adhuc ibi erat non est diu, licet vetustate confractum ».

contrarium manifestissime apparebit per ea que inferius narrabuntur. Igitur quia ad dominum regem Francie pertinet resortum capitis, ad ipsum pertinebat resortum membrorum, videlicet residui civitatis Lugdunensis.

[16] *Item invenitur in scripturis et litteris antiquis fidem facientibus quod olim quidam rex Francie habuit duos filios, quorum unus fuit rex Francie et alter imperator, et quod magna briga inter eos orta super finibus regni et imperii, et ipsi in campis congregatis cum armis paratisque ad occidendum, hincinde fuit inter eos per amicos communes concordatum quod quatuor flumina, Scalcul, Moza, Rodanus et Sagona essent pro pro finibus de cetero regni et imperii, et si essent aliquae civitates, ville, castra vel feuda quorum capud esset in regno et haberent aliqua accessoria in imperio, quod totum esset de regno, et e converso fuit actum. Hinc est adhuc quod infra fines regni Francie per dictas aquas positos, sunt multa loca que iustitiantur per gentes imperii et reputantur esse de regno^p, tamquam accessoria feodorum principalium intra fines imperii sitorum. Et similiter hoc idem invenitur in multis locis positus infra fines imperii, qui reputantur esse de regno et iustitiantur per gentes regni Francie et dicuntur communiter talia loca "feuda inclavata". Ex predictis liquet quod, esto quod illa pars civitatis que est inter Rodanum et Sagonam esset infra fines imperii, cuius tamen contrarium verum est, tamen per illam pacem ad dominum regem Francie pertineret, cum capud ipsius civitatis absque dubitatione aliqua sit in et de regno Francie et diceretur illa particula inter Sagonam et Rodanum "locus inclavatus".*

[17] *Item in illa parte civitatis Lugdunensis que est inter Rodanum et Sagonam consueverunt reges Francie habere suos tabelliones a tanto tempore de cuius contrario non est memoria ; et tamen extra regnum suum numquam habuerunt nec habere consueverunt tabelliones. Igitur illa pars est in et de regno.*

[66] § Après, on trueve que jadis debas fu^p entre ii freres fix del roi de France, des quel li uns

[67] fu rois de France et li autres empereres, des termes du royaume et de l'empire, combien

[68] cascuns se devoit estendre. Et quant il furent en camp prest de combatre, ils fissent tel

[69] acort que quatre^q flueve deviseroient l'empire du royaume et le royaume de l'empire,

[70] ch'est a savoir li Mueze e li Escas e li Soone et li Rones. Et s'il avenait que

[71] li kief d'aucunes terres fussent devers l'une des parties et eussent assessoires

[72] d'autre part aucuns des flueves, li assessoires suivoit le kief. Et ensi est

[73] de Lions, car c'est certaine coze que li kief est du royaume dont seront li

[74] membre du royaume par le vertu de le devant dite pais.

[78] § Après, li rois a tous jours eu ses tabellions a Lyons pour sen resort et pour sen droit.

p. debas fu debas] A.

q. iiii] A.

r. Sic pour imperio (cf. la note de l'éditeur F. KERN, *Acta imperii Angliae et Franciae...* : « So für imperio O »).

[18] Item hoc idem ostenditur alia ratione. Nam unde numerarentur multa instrumenta publica in illa parte confecta, in quibus dicitur et scribitur sic : « Actum in regno Francie, regnante tali rege Francie », nec fit ibi aliqua mentio de imperatore vel de papa ?

[19] *Item dominus rex Francie et sui predecessores habuerunt ibi et habere consueverunt iustitarios suos et correarios pro resorto, quotiens voluerunt et expedire putaverunt.*

[20] Item in temporalibus in civitate Lugdunensi multe appellationes fuerunt diversis temporibus interiecte ad curiam Francie et ibidem recepte et determinate scientibus archiepiscopo, decano et capitulo Lugdunensibus nec reclamantibus.

[21] Item in scripturis fidem facientibus invenitur quod archiepiscopus Lugdunensis tenet totum temporale suum a regibus Francie, et multi archiepiscopi qui pro tempore ibi fuerunt hic recognoverunt, de quibus extant multe littere et multa registra.

[22] *Item dominus rex habet multas alias rationes tam in facto quam in iure consistentes, multa registra, multa expleta, multa facta antiqua, nova et vetera, per que credit habere ius tam in possessione quam in proprietate predictorum, que loco et tempore proponuntur una cum istis.*

[23] Non miretur ergo, sancte pater, vester animus circumspectus, nec moveatur ad dictum aliquorum nec in orto iustitie sancte paternitatis vestre informatio in contrarium clandestine seminata figat radices vel fomentum.

<Conclusion> Placeat ergo sancte paternitate vestre devote supplicationi devotissimi filii vestri, illustrissimi regis Francie, condescendere et eidem annuere tamquam iuste, amabili et devote, videlicet quod per communes amicos de predictis rationibus et aliis coram eis proponendis, cum electi fuerint, inquiratur, veritas sciatur et per eos negotium terminetur et, si placet, terminus apponatur infra quem talia possint fieri et ad effectum perducere. Ita tamen quod interim, *ut amabiliter possit in negotio procedi et citius ad aliquos tractatus pacis*

<Paragraphe latin non traduit en français>.

[79] § Après, aucune fois li rois i a eu ses propres gardiens et justichiers quant mestiers a esté.

[80] § Item li rois a moult d'esloys, moult de registres, moult de letres et moult d'anchiens vies et

[81] noviaus fais, des ques maintenant on ne puet mie tout dire ne raconter,

[82] li quel en liu et tans seront proposé devant les amis commis s'il plaist

[83] a nostre pere le pape en dedens relaxé l'entredit mis a Lyon^s.

N.B. : voir *supra* les lignes 82-83, face au passage du préambule latin auquel elles correspondent

s. J'ai « remonté » ces deux dernières lignes en français, [82] et [83], en tête de la traduction, en face des lignes du préambule latin auxquelles elles correspondent pour le sens.

et amicabile compositionis deveniri, interdictum latum in civitate Lugdunensi relaxetur de curialitate vestra, salvo iure cuiuslibet. Sciturus, sancte pater, quod nisi interim interdictum relaxetur, quod dominus rex Francie non consentiet inquisitioni, informationi nec communium amicorum electioni, proponens ius suum in predictis, prout honestius et amabilius poterit, retinere ac etiam conservare, nec habeatis pro malo, cum ius suum^t in predictis appareat ita clarum quod bono modo non posset obfascari.

t. suum] *interlineare*.

Il nous semble de bonne méthode historique, pour exploiter cette riche matière, d'abord de dater et contextualiser ces deux documents, puis de procéder à leur comparaison sur un plan formel (taille et agencement respectifs des faits et arguments avancés), avant de proposer quelques pistes, largement ouvertes, d'interprétation des différences de contenu. Cette approche permettra de confirmer l'impossibilité de définir l'opération de traduction médiévale au moyen du sens actuel du terme « traduction » (*de verbo ad verbum*), et de s'interroger sur les transformations que fait nécessairement subir au contenu d'un texte pragmatique la « translation » d'une langue à l'autre, loin des clichés sur les incapacités langagières du vernaculaire à prendre en charge les « concepts » latins⁸.

Les documents : dates de composition des textes⁹

La date du premier document se déduit de la mention au paragraphe [9] de « Louis de bonne mémoire », ce qui situe sa rédaction avant la canonisation du roi de France Louis IX – sans cela il serait évidemment dit « saint » – donc avant le 11 août 1297. Un autre indice chronologique va dans le même sens : l'allusion, dans le dernier paragraphe de conclusion, à l'arbitrage de Boniface VIII, qui devait finalement lever l'interdit qui pesait alors sur la ville le 28 août 1297¹⁰. D'après Fritz Kern, les matériaux de ce mémoire

8. La littérature sur l'histoire et les enjeux de la traduction au Moyen Âge a connu une inflation notable ces vingt dernières années ; je me contenterai de renvoyer ici à V. DUCHÉ éd., *Histoire des traductions en langue française...* et aux réflexions théoriques sur la nature de la translation médiévale en conclusion du chap. I, p. 119-120.

9. Je reprends les arguments avancés par F. KERN, *Acta imperii Angliae et Franciae...*, p. 201 sq.

10. Voir *infra*.

sont déjà présents dans les documents qu'il édite sous les numéros 270¹¹ et 271¹² de son recueil, deux textes qui selon lui nourrissent les documents que nous comparons ici¹³.

La traduction française abrégée du latin, que nous éditons en regard, soit le document de Paris, AN, J 269, n° 72 bis, est rédigée quant à elle après août 1297, puisque le paragraphe [9] de cette traduction mentionne « li sains roys Loys¹⁴ ». On en déduit que ces deux textes, dont on postule l'identité substantielle, sont probablement distants de quelques jours ou semaines seulement, datés pour le latin d'avant le 11 août 1297, et rédigé pour le français entre cette date et la levée par Boniface VIII, le 28 août, de l'interdit pesant sur la ville ; levée dont la demande figure, dans la traduction en français, aux lignes 82-83.

Le contexte du rattachement de Lyon au royaume capétien (1271- *circa* 1300) : quelques rappels factuels

Il n'est pas question ici de s'appesantir sur le processus selon lequel Lyon, de ville impériale depuis l'origine des partages carolingiens¹⁵, est devenue « du royaume » – comprendre capétien – en gros entre 1271 et 1320¹⁶. Nous ne ferons que jalonner cette intégration progressive, dont nos textes ne respectent pas toujours la chronologie réelle, en nous en tenant aux quelques faits auxquels ils font allusion dans un ordre ou un autre. C'est d'abord le retour de Philippe III de croisade en 1271, passant par Lyon, et la demande explicite de protection royale de la part des Lyonnais, à laquelle le nouveau souverain donne une réponse favorable¹⁷ ; en conséquence, l'archevêque de la ville doit accepter la garde de Philippe III et lui faire personnellement

11. Soit le document de Paris, AN, J 269, n° 76, qui consiste en un long mémoire latin, portant sur les mêmes problèmes lyonnais, d'un officier royal du bailliage de Mâcon, Thomas de Pouilly, assez mal connu. Nous nous promettons d'éditer, en collaboration avec Sébastien Nadiras, cet autre mémoire très riche dès que possible.

12. Soit le document de Paris, AN, J 269, n° 71.

13. Un coup d'œil rapide sur les deux documents, partiellement édités par F. KERN (*Acta imperii Angliae et Franciae*..., p. 198-200), prouve qu'il a raison de rapprocher l'ensemble. Il resterait à établir plus précisément, si c'est possible, leurs relations textuelles. Enquête en cours...

14. Voir *supra* la ligne 32 de notre édition en colonnes des deux textes.

15. Cette appartenance carolingienne est évoquée au § [16] du latin et aux l. 66-74 du français.

16. B. GALLAND, *Deux archevêchés entre la France et l'Empire. Les archevêques de Lyon et les archevêques de Vienne du milieu du XII^e siècle au milieu du XIV^e siècle*, Rome, 1994, p. 579-610. Voir aussi de nombreux textes traduits, documentant cette importante séquence historique, dans A. CHARANSONNET, J.-L. GAULIN, P. MOUNIER, S. RAU éd., *Lyon, entre Empire et Royaume (843-1601). Textes et documents*, Paris, 2016, p. 273-275 sq.

17. Le texte est selon moi authentique ; c'est le document III.01., traduit dans *Lyon, entre Empire et Royaume*..., p. 273-275. Pour ce passage de Philippe III à Lyon, voir ici le § [10] du texte latin et sa traduction en français en vis-à-vis aux l. 36-40.

hommage pour la première fois¹⁸. Ce que confirment peu après les *Gesta* de Guillaume de Nangis, à propos du concile de Lyon II de 1274 : le roi prend le pape et les prélats sous sa garde « utpote in regno suo¹⁹ ». Les puissances locales réagissent à ces avancées capétiennes et c'est au tour, le 7 mai 1286, du comte Amédée de Savoie de prendre sous sa garde pour trois ans les Lyonnais dirigés par la Cinquantaine²⁰. La réaction de Philippe le Bel à ces prétentions savoyardes est rapide : il déclare prendre en garde les Lyonnais dès 1292²¹ et, dans l'un des documents qui témoignent de cette décision, daté du 17 juin 1293, il est question d'un « gardiateur des citoyens de la ville [...] pour le roi [...] », « le noble homme Pons, seigneur de Montlaur »²², gardiateur qui existe peut-être dès 1271²³. À compter de cette date, on assiste à l'investissement progressif du plat pays par les officiers capétiens, de sorte que leurs interventions, répétées au cours des années 1292-1297, et les tensions croissantes qui en résultent entre Philippe le Bel et les archevêques (Bérard de Got, puis Henri de Villars) provoquent la jetée de l'interdit sur la ville dès 1292, interdit que Boniface VIII, très temporairement réconcilié avec le souverain capétien, fait lever comme on l'a vu le 28 août 1297²⁴. C'est exactement à ce moment du processus de « rattachement » que se situent nos deux textes. La prorogation par le pape de cette suspension de l'interdit, durant plusieurs années, en faveur du roi et contre l'archevêque, permet de les situer dans un double contexte : apaisé du côté des relations avec la papauté, mais tendu du côté de celles avec l'archevêque, qui constate certes que la garde a été enlevée au roi, mais donnée à deux de ses proches, et surtout que les légistes, officiers et clercs du roi mènent un gros effort de propagande pour établir Lyon comme évêché royal « de toute ancienneté », depuis toujours, contre la prétention de l'archevêque à la souveraineté déléguée par

18. B. GALLAND, *Deux archevêchés entre la France et l'Empire*..., p. 580-581. Et ici le § [7] latin et sa traduction française en vis-à-vis aux l. 18-24.

19. Voir GUILLAUME DE NANGIS, *Gesta Philippi regis Francie*..., éd. MM. DAUNOU et NAUDET, *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. XX, Paris, 1840, p. 492E.

20. F. KERN éd., *Acta imperii Angliae et Franciae*..., n° 55, p. 34-35.

21. Voir le *Cartulaire municipal de la ville de Lyon, privilèges, franchises, libertés*..., Lyon, 1876, document n° XVIII, p. 27, et supplément, n° 7, p. 411-414 ; B. GALLAND, *Deux archevêchés entre la France et l'Empire*..., p. 586.

22. Voir le document cité n. 41 : supplément, n° 7, p. 411-414 (p. 412). Et, pour le personnage, P. BONNASSIEUX, *De la réunion de Lyon à la France*, Lyon, 1875, p. 71, 72, 141.

23. Cf. le mémoire des AN J 263 n° 21, cité par C.-V. LANGLOIS, *Le Règne de Philippe III le Hardy*, rééd. Genève, 1979, p. 181-182.

24. Voir B. GALLAND, *Deux archevêchés entre la France et l'Empire*..., p. 588-590 ; nos textes font constamment allusion à ces démêlées ; mais comme ils illustrent la propagande capétienne, ils évoquent exclusivement la responsabilité des chanoines et à un degré moindre celle de l'archevêque, afin de mieux mettre en valeur l'intervention sécuritaire salvatrice de Philippe le Bel (voir les § [13] et [15] du latin = l. 46-50 et 57-65 du français).

l'empereur²⁵. Ce dernier mot ou plutôt cette notion, *souveraineté*, constitue donc un enjeu clef dans nos documents.

La structure comparée des deux documents, latin et français

Une première question est rapidement résolue, celle du sens dans lequel la traduction a été opérée : latin/français ou français/latin ? Fritz Kern, on l'a vu, établit que le document en français est un abrégé du latin ; tout porte à croire qu'il a raison : il est plus facile d'abrégier que de développer ; et surtout, répétons-le, ces textes datent d'une époque où le langage diplomatique de la chancellerie royale est en latin, du fait en général d'une forte tonalité juridique des textes de chancellerie, ce qui est ici le cas, et ce même si le français se construit au fil du XIII^e siècle dans d'autres champs, en premier avec les chartes communales du nord, comme « langue du roi », ainsi que l'indique Serge Lusignan : « Le français juridique et administratif est né dans les villes du nord et de l'est de la France, et dans certaines agglomérations du sud-ouest du pays d'oïl. [...] Le français écrit est né à la périphérie du pays d'oïl. [...] La situation se révèle beaucoup plus complexe au sein de l'administration royale. [...] La chancellerie resta foncièrement latine jusqu'au règne de Philippe V, mort en 1322. On constate qu'après une période d'incertitude, le français domine largement à partir de 1330²⁶. » On y reviendra, à propos notamment de la position marginale de Lyon dans le royaume.

Qui dit abréviation réfute par là même la notion de traduction littérale, qui ne correspond nullement à la conception qu'ont les médiévaux de l'exercice de la traduction : ici, la transcription de la version latine fait cinq pages, la transcription en français deux pages et demi. Peut-être faudrait-il mettre entre guillemets, dans ce cas précis et d'autres, le mot « traduction ». Cependant la dépendance d'un texte à l'autre ne peut être niée, grâce à des passages en français précis qui, sur des points mineurs, « décalquent » le latin. Je citerai seulement les lignes 82-83 du texte français²⁷, qui traduisent quasi littéralement et de façon peu claire, par l'expression « les amis commis », la fin du préambule latin ; celui-ci déclarait que les arguments exposés à la suite de ce préambule l'étaient non dans un but judiciaire, procédural, mais « seulement à cette fin que, grâce à des amis choisis, on connaisse par ces derniers la vérité et que, cette vérité une fois sue, l'affaire soit par eux portée à son terme, pour autant cependant qu'entre-temps

25. Voir B. GALLAND, *Deux archevêchés entre la France et l'Empire...*, passim ; et, sur cette souveraineté déléguée, la traduction de la Bulle d'or de l'empereur Frédéric Barberousse de 1157 en faveur de l'archevêque, dans *Lyon, entre Empire et Royaume (843-1601)*..., p. 190-197.

26. Cf. S. LUSIGNAN, *La Langue des rois...*, p. 91-93.

27. Lignes en français remontées en tête dans mon édition, pour faciliter la comparaison des contenus.

l'interdit posé sur la ville de Lyon soit suspendu²⁸ ». La traduction française opacifie le sens, du fait qu'elle place l'allusion à l'interdit papal en fin de document, hors de tout contexte, contrairement à ce qu'expose de façon claire le préambule latin : on ne comprend pas très bien dans le document français que le but de ces « amis » est de mener une enquête et de réunir des preuves pour que le pape lève l'interdit. Cela pose à nouveau la question de l'usage de cette version française. Mais la présence en français d'une formule presque littérale du latin (« amis choisis », *versus* « amis commis » en français) ne laisse aucun doute sur le fait que le second texte dépend du premier comme une sorte de traduction.

Cela dit, l'existence de ces deux versions, l'une en latin, l'autre en vernaculaire, pose un problème majeur : à quels usages distincts sert cette double formulation ? Je me contente pour l'instant – nous y reviendrons en conclusion – de noter que nous n'avons pas affaire à des écritures diplomatiques officielles, mais à ces sources que les historiens actuels aiment qualifier d'« écritures pragmatiques », et plus précisément, peut-on dire ici, « grises », c'est-à-dire de « mémoires administratifs confidentiels, destinés à servir de base au travail interne en vue de fournir des arguments aux hommes du roi et souvent exempts, du fait de ce statut, de toute autocensure²⁹ ». J'écrivais cela à propos des papiers des Archives nationales que l'on a coutume de nommer « papiers » ou « archives de G. de Nogaret³⁰ », versés au Trésor des Chartres de la monarchie française peu après la mort du légiste en mars 1313 et dont beaucoup concernent Lyon. Nos documents, de la deuxième moitié de 1297, sont certes antérieurs à la période où Nogaret, à qui l'on prête beaucoup, domine la scène politique lyonnaise (c'est le cas à partir de 1302). Mais, en 1297, ce légiste est déjà très actif. On ne repère pas ces mêmes documents dans l'inventaire des papiers du légiste, saisis à sa mort et versés au Trésor des Chartres. Quiconque connaît le style de ce dernier est cependant frappé par les similitudes de contenu entre son discours sur les droits de la royauté et ce qui est dit dans nos documents. Dès lors, il nous semble qu'à défaut de les lui attribuer, on peut à bon droit qualifier ces papiers de la façon mentionnée un peu plus haut concernant ceux du légiste : une littérature « pragmatique » et, plus précisément, « grise ».

28. « [...] sed solum ad illum finem, ut per amicos communiter electos de ipsis sciatur veritas et scita veritate negotium terminetur per ipsos, dum tamen, et non aliter, medio tempore relaxetur interdictum positum in civitate Lugdunensi ».

29. Je me permets ici de renvoyer à mon introduction à la troisième partie de *Lyon, entre Empire et Royaume (843-1601)*..., p. 265-271.

30. S. NADIRAS, *Guillaume de Nogaret en ses dossiers : méthodes de travail et de gouvernement d'un conseiller royal au début du XIV^e siècle*, thèse de doctorat sous la direction de C. GAUVARD, Université de Panthéon-Sorbonne-Paris 1, 2012.

Revenons à la comparaison des deux textes : on doit répéter d'emblée que le texte français dans l'ensemble abrège fortement le latin³¹. Traduire, ici, ne signifie certes pas respecter la lettre du texte ; mais il n'est pas certain qu'il s'agisse pour autant d'en respecter l'esprit. Car ce qui est intéressant, c'est évidemment la manière dont le français coupe dans le latin : de son argumentaire, que supprime-t-il ou réduit-il à la portion congrue ? Et comment l'interpréter, si c'est possible ?

On observera d'abord que l'ordre du document latin n'est pas absolument respecté par la traduction : il n'y a pas de préambule dans la version française. L'ordre de correspondance est ensuite respecté jusqu'au début du paragraphe [4] du latin (lignes 14-15 du français) ; car sa partie suivante n'est reprise qu'aux lignes 25-26 du français. De même, les lignes 16-17 du français retrouvent le modèle latin, dont elles traduisent le paragraphe [5], mais ensuite le paragraphe [6] n'est traduit qu'aux lignes 27 à 31 du texte français. En fait, la version française intervertit l'ordre des paragraphes [6] et [7] du latin. De même, la traduction du paragraphe [8] latin ne se lit qu'aux lignes 75 à 77 du texte français, la concordance entre texte latin originel et texte français ne reprenant qu'avec le paragraphe [9] latin, traduit par les lignes 32 à 35 du français. La correspondance est ainsi rétablie, du paragraphe [10] au paragraphe [17] du latin, moyennant la remontée, signalée ci-dessus, de quelques lignes de traduction française (lignes 75-77) en face du paragraphe latin [8]. Enfin le paragraphe latin [18] disparaît en français, c'est un cas unique, tout le reste du texte latin se retrouvant, en substance et moyennant d'importantes amputations, dans la version française. Pour achever cette comparaison, on notera que la correspondance latin-français reprend sans faute pour les derniers paragraphes latins, [19] à [22], moyennant le fait déjà signalé que la fin du texte français (lignes 82-83) est en fait la reprise de quelques mots du préambule latin, modification qui ne concourt pas à clarifier la partie finale de la version française, on l'a dit.

Quelques remarques, enfin, sur le sens général de ces éliminations. Je me contenterai de l'exemple du paragraphe [18] latin, qui dit : « De même, cela [que la partie de Lyon entre Saône et Rhône relève bien du royaume] est démontré par un autre argument. Car d'où vient le fait que dans de nombreux instruments publics réalisés dans cette partie [la presque-île] on peut lire ceci, qui s'y trouve écrit : "Fait dans le royaume de France, sous le règne de tel roi de France", et qu'on n'y trouve aucune mention

31. C'est le sens de ma tentative, visant à illustrer ces amputations réalisées par la traduction, en indiquant en italique les passages latins qui me semblent à peu près « traduits » par la version française qui figure en regard ; autrement dit, le reste du texte latin a peu ou prou été éliminé par le traducteur.

de l'empereur ou du pape³² ? » Cette *ratio* en faveur de l'appartenance ancienne de Lyon au royaume capétien disparaît du français.

Il n'est pas si simple d'expliquer cette élimination : il peut s'agir d'une volonté tactique de ne pas froisser le pape dont on demande précisément l'intercession ; mais on comprend mal alors pourquoi ce paragraphe figure dans la version latine du mémoire. Sans écarter totalement cet argument, il me semble qu'il faut y ajouter une autre explication, qui vaut pour l'ensemble du texte : la version française élimine, en ne le traduisant pas ou seulement très succinctement, et souvent maladroitement, tout ce qui est spécifiquement juridique dans le latin, notamment les développements récurrents, venus du droit romain, sur le lien entre *caput* et *accessoria*, comme en témoigne le paragraphe [15] : « Faits dont il ressort nettement que cette partie [la rive droite de la Saône, du côté du « royaume »] est la tête et le principal de tout le reste de la cité de Lyon³³. Et donc, le reste de la cité, c'est-à-dire cette particule qui se situe entre Rhône et Saône, devra se conformer à la condition de la tête, en tant qu'elle est un membre et un accessoire du principal » ; ces considérations juridiques sont traduites en français, de manière lapidaire, aux lignes 63 à 64 : « [63] [...] et quant li kief est là, li membre de [64] la cité, c'est a dire che qui est entre Soone et le Rone doit estre de le nature du kief [...] ».

Ce phénomène d'abréviation-disparition des parties juridiques est très net dans le traitement des paragraphes [15] et [16], où c'est la matière descriptive et narrative qui constitue l'essentiel de la traduction³⁴.

Le même constat peut être fait en procédant *a contrario* : le paragraphe latin [14], amusant et intrigant avec son invention d'une invasion vandale à Lyon et l'évocation du don de la bannière royale à la ville – épisode et anecdote dont je serais heureux de trouver la source³⁵ –, est entièrement, « pleinement » traduit, et c'est le seul passage du texte latin qui bénéficie d'une version française complète. Il paraît évident que

32. « Item hoc idem ostenditur alia ratione. Nam unde numerarentur multa instrumenta publica in illa parte confecta, in quibus dicitur et scribitur sic : “Actum in regno Francie, regnante tali rege Francie”, nec fit ibi aliqua mentio de imperatore vel de papa ? ».

33. « [...] ex quibus apparet quod illa pars capud est et principale totius residui civitatis Lugdunensis. Et residuum igitur civitatis, videlicet illa particula que est inter Rodanum et Sagonam, debet sequi conditioni capitis tamquam membrum et tamquam accessorium principalis ».

34. Traduction de tout ce qui, dans le § [15], consiste en l'énumération descriptive des lieux les plus anciens de la cité, tous situés dans le royaume, comme preuves que Lyon a toujours appartenu aux rois de France, a toujours relevé du royaume capétien ; dans le § [16] : évocation des rivalités entre rois carolingiens pour le partage de l'empire et la fixation des limites entre empire et royaume, le long de la frontière des quatre fleuves, nommés à la 1. [70] du français. Sur la fortune du thème de la frontière des quatre fleuves, voir L. DAUPHANT, *Le Royaume des quatre rivières. L'espace politique français (1380-1515)*, Seyssel, 2012.

35. Rien de tel en effet ni chez Joinville ni dans la somme de J. LE GOFF, *Saint Louis*, Paris, 1996.

le caractère conjointement probatoire et récréatif de telles mentions a paru au rédacteur de la version vulgaire susceptible de lui permettre d'atteindre le but recherché, et ce but s'énonce aussi simplement que le registre publiciste dans lequel se range un tel document : celui de la propagande, comme l'atteste l'insistance sur le roman national français, déjà en cours d'élaboration dans sa version lyonnaise au sein de ces deux textes, où le thème de la continuité de la protection royale sur la ville au long des siècles, des Mérovingiens aux Capétiens, est entièrement repris en français. On notera à ce propos l'absence sidérante de l'Empire, une seule fois nommé à l'arrière-plan de l'archevêque et des clercs de la capitale des Gaules. Mais un récit et des preuves en français à l'usage de qui ? Sur ce point, une conclusion récapitulant constats et hypothèses permet de formuler la réponse qui suit.

Ces documents sont de nature diplomatique. À ce titre ils respectent un formulaire, un *stilus*, mais la version française, qui manque encore de ces repères formels à la date de rédaction du texte, ne peut faire l'objet de recherches de mise en forme littéraire sophistiquée. C'est ce qui explique que ce document en français est « simplifié », moins juridique, plus narratif que la version latine.

Pourquoi donc cette version « appauvrie » en français ? Probablement et bêtement par souci de propagande locale, on l'a dit, mais il faut ajouter ceci : une propagande à l'usage des officiers du roi. On rejoint ici les remarques de Serge Lusignan sur la précocité de l'usage du « français royal » dans les documents diplomatiques des zones frontalières (*versus* les résistances latines plus durables au centre du royaume). Car on doit encore noter que le français ici employé a de nombreux traits caractéristiques du picard, comme « chil » pour « cil », « kief » pour « chef », « canonne » pour « chanoine »³⁶, ou encore la forme « varent » pour la sixième personne du passé simple de « vouloir »³⁷ ; ce sont donc des hommes du Nord, des officiers capétiens venus du domaine royal qui ont, à Paris ou à Lyon, impossible de le savoir, procédé à la translation. C'est d'autant plus notable qu'à Lyon, à cette époque, la langue vernaculaire employée, y compris à l'écrit, par les élites laïques, n'est pas le français mais le franco-provençal

36. Forme typique de la région de Douai et Amiens, selon C.-T. GOSSEN, *Grammaire de l'ancien picard*, Paris, rééd. 1976, p. 63.

37. Voir à ce sujet C.-T. GOSSEN, *Grammaire de l'ancien picard*..., p. 96. M. Possamaï-Perez me suggère qu'il s'agit plutôt d'un dialecte « francien » (c'est ainsi que S. LUSIGNAN, *La Langue des rois...*, *passim*, nomme le français « royal » d'Île-de-France, qui devait progressivement s'imposer comme français tout court en matière d'écrit) que du dialecte picard proprement dit, ce dernier bien connu puisqu'il continuera d'être employé comme *scripta* jusqu'à la fin du Moyen Âge ; quoi qu'il en soit, elle me fournit une liste complète des marques de ce français du Nord dans le document, je l'en remercie à nouveau, vivement.

– qui devait le rester longtemps encore³⁸. En outre, il est hors de doute, après la traduction récente d'un certain nombre de textes dans le volume souvent évoqué *Lyon, entre Empire et Royaume*, que les officiers et légistes français ont conduit et orchestré une propagande effrénée pour justifier à terme le rattachement de Lyon à la France³⁹. Évidemment, on aimerait connaître le ou les auteurs à la fois du texte latin et de sa traduction abrégée. Et pour cela il faudrait commencer par disposer d'une prosopographie des officiers capétiens que Jean Favier déjà, dans un article ancien, appelait de ses vœux⁴⁰. La proximité par le contenu, déjà évoquée, de nos documents avec les documents Paris, AN, J 269, n° 71 et 76⁴¹ incite effectivement à songer, pour la rédaction, au milieu des officiers locaux français, qu'on se plaît à imaginer à l'image de ce clerc du roi, Clément, qui enquête à Lyon pour fournir le troisième volet du triptyque archivistique qui compose en réalité notre dossier, le document AN, J 269, n° 72 ter⁴², ou de Thomas de Pouilly, auteur du long mémoire de propagande royale AN, J 269, n° 76⁴³.

Dans ce cadre géopolitique, le français administratif, jeune encore à cette époque, est peut-être moins capable d'exprimer l'abstraction juridique, notamment la notion de souveraineté (*superioritas* en latin), que

38. Voir J. ROSSIAUD, « Du bilinguisme des patriciens lyonnais à la fin du xv^e siècle », dans *Histoire et société. Mélanges offerts à Georges Duby*, t. IV, *La mémoire, l'écriture et l'histoire*, Aix-en-Provence, 1992, p. 44-55 ; repris dans ID., *Lyon 1250-1350. Réalités et imaginaires d'une métropole*, textes réunis par J.-L. GAULIN et S. RAU, Seyssel, 2012, p. 363-372.

39. Voir notamment, dans notre ouvrage cité, *Lyon, entre Empire et royaume...*, p. 338-365, les documents sur la campagne de propagande effectuée dans les campagnes lyonnaises, jouant des résistances contradictoires de l'Église (archevêque et chanoines) d'une part, d'une partie des citoyens (les « Bourgeois », plusieurs fois cités dans le texte français) de l'autre, entre décembre 1307 et janvier 1308.

40. J. FAVIER, « Les légistes et le gouvernement de Philippe le Bel », *Journal des savants*, 1969, p. 92-108 (p. 99).

41. Voir *supra*, n. 11 et 12.

42. Voir *supra* n. 5.

43. Dont le *Corpus Philippicum* permet de savoir seulement ceci : il est le premier procureur du roi attesté à Mâcon pour le règne de Philippe le Bel (sans dates, mais suivi dans cet office par maître Pierre de Chalon, attesté à partir de 1308) ; il fait un rapport sur les droits du roi à Lyon, sur ordre de l'évêque d'Orléans Philippe de Monnay entre mai 1288 et décembre 1291 (J 269, n° 76) ; il est déjà bailli de 1292 à 1296, voir Paris, AN, P 595, n° 193 (5) ; il confirme un ensaisinement fait par le bailli Girard Flote (1296-1299), *ibid.*, n° 193 (3) ; il donne son avis au même bailli pour un acte du 27 mai 1299, *ibid.* n° 193 (4) ; il fait pour le Parlement de novembre 1299 une enquête sur Montmorot (*ibid.*, X 1A3, f. 88, n° 5) ; et conclut au Parlement de février 1303 un accord avec les moines de La Bénissons-Dieu (*ibid.*, f. 36v, n° 365). N.B. : Le *Corpus Philippicum* est un fonds documentaire créé par Robert Fawtier, déposé à l'IRHT et placé sous la responsabilité d'Élisabeth Lalou et Xavier Hélary, qui contient un certain nombre de dossiers relatifs au règne de Philippe le Bel ; on y trouve notamment un catalogue prosopographique des agents royaux, qui devrait être bientôt mis en ligne : voir Élisabeth Lalou, « Robert Fawtier et le *Corpus Philippicum* », *Itinéraire de Philippe IV le Bel*, Paris, 2007 (Mémoires de l'Académie des inscriptions et des belles-lettres, 37), t. 1, p. 19-23.

le vernaculaire incarne en un « souverain », alors que la notion d'étendue (le « resort ») de son territoire est parfaitement appréhendée par le même vernaculaire, du fait de frontières concrètes proches, celles avec l'Empire, d'autant plus présent qu'il n'est quasiment jamais nommé. Mais, surtout, le français présente un avantage incomparable sur le latin : il est compris de tous les officiers capétiens⁴⁴ et leur offre ainsi un outil simple, vivier d'arguments de toute nature, pour prouver, défendre et diffuser cette évidence : « Li rois de France maintient que toute la cités de Lyons est dedens sen royaume et de sen resort. »

44. On notera que certains serviteurs de l'État, y compris du cercle le plus élevé entourant le roi, ne maîtrisent pas nécessairement le latin. C'est le cas d'Enguerran de Marigny. Dans l'article de J. FAVIER, « Les légistes et le gouvernement de Philippe le Bel » (cité *supra* n. 60), consacré non aux officiers locaux, mais au groupe supérieur, central, des serviteurs de l'État royal, l'auteur essaie entre autres de clarifier la nature sociale et politique du groupe des « légistes » ayant entouré le roi. Il montre en passant que ce groupe des légistes ne se superpose pas exactement avec celui des conseillers du roi et qu'un des plus célèbres conseillers non légistes de Philippe le Bel, Enguerran de Marigny, fut un homme d'épée (p. 97). C'est peut-être ce qui explique que Marigny ne maîtrisait pas le latin et ait eu recours, pour faire composer son cartulaire, soit à des actes en français, soit à des actes en latin immédiatement suivis d'une traduction en français : voir S. LUSIGNAN, *La Langue des rois...*, p. 101 [N.B. : paradoxalement J. Favier, qui a si bien éclairé le rôle de cet homme près de Philippe le Bel et les raisons de sa chute, ne croit pas que Marigny ignorait le latin ; la démonstration de S. Lusignan prouve selon moi le contraire, de toute évidence].

Alexis Charansonnet - Université Lumière-Lyon 2, UMR 5648 (CIHAM)

Traduire en français la souveraineté royale. Autour de documents latin-français du Trésor des Chartes sur le rattachement de Lyon au royaume

Dans un contexte (seconde moitié de 1297) de propagande effrénée des officiers français en faveur du rattachement de Lyon, évêché impérial, à la royauté capétienne, la comparaison d'un court mémoire anonyme en latin des Archives nationales avec sa version en français révèle en quoi peut consister parfois la « traduction » : abrégé, simplifier, diffuser plus largement l'argumentaire royal par l'intermédiaire de ses serviteurs locaux. Pour une démonstration simple mais majeure : prouver « que Lyons est du royaume de France et li premiers sieges d'archevesque qui sont el roiaume de France ».

archevêque, Empire, Lyon, mémoire administratif, officiers royaux, propagande, roman national, traduction

Translating royal sovereignty into French. Latin-French documents of the Trésor des Chartes on the attachment of Lyon to the kingdom

In the second half of 1297 in a context of unbridled propaganda by French officers in favor of Lyon (an imperial bishopric) becoming attached to the Capetian kingdom, comparing a short anonymous Latin memoir from the National Archives with its French version reveals what "translation" can sometimes consist of: shortening, simplifying, and more widely disseminating the royal argument through its local servants. A simple but significant example of this can be seen with the phrase: "that Lyons is of the kingdom of France and the first archbishop seat of the French Kingdom" ["que Lyons est du royaume de France et li premiers sieges d'archevesque qui sont el roiaume de France"].

administrative brief, archbishop, empire, Lyon, propaganda, "roman national," royal officers, translation